

ARRETE DU MAIRE
PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION
SUR LA COMMUNE DE LA POSSESSION

Le Maire de la Commune de la Possession

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des départements et des régions,
 VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
 VU le Code Pénal,
 VU le Code de la Route, et notamment les articles, R110-1 R110-2, R411-5, R411-8, R 411-21-1 et R411-25,
 VU l'arrêté municipal N° 63/2023-SG du 23 mai 2023, portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc VISNELDA, adjoint à la sécurité,
 VU la demande formulée par l'association diocésaine paroisse Notre Dame de l'Assomption en partenariat avec l'association La Mer et Nous, en date du 16 juillet 2025,
 VU l'avis favorable de Madame Le Maire, en date du 04 août 2025,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de régler temporairement la circulation sur la commune de La Possession, afin d'assurer la sécurité des participants et celle des automobilistes, à l'occasion de la Commémoration du 15 août 2025, organisée par l'association diocésaine paroisse Notre Dame de l'Assomption.

ARRETE

Article 01

La circulation sera perturbée, lors de la procession qui partira de l'église de la Possession, le vendredi 15 août 2025, de 10h00 à 13h00, dans les rues suivantes :

- Rue Auguste Lacaussade
- Rue Evariste de Parny
- Rue Leconte de Lisle
- Rue Cimendef
- Rue Justin Baptiste
- Rue Sarda Garriga
- Rond-point du Capitaine Le Bourg – en direction de la cale de mise à l'eau

Article 02

La signalisation adéquate sera mise en place par l'organisateur de la procession. Il devra également mettre en place dans toutes les intersections, des jalonneurs en nombres suffisants, afin d'assurer la sécurité des participants et des usagers de la route.

Article 03

L'organisateur devra veiller au strict respect du Code de la Route.
 Tout contrevenant au présent arrêté sera poursuivi conformément aux lois et règlements en usage.



Article 04

Le Directeur Général des Services, le Commandant de la Brigade Territoriale de la Gendarmerie Nationale, le responsable de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à la Possession, le 08 AOUT 2025
Pour Madame le Maire, et par délégation,
l'adjoint à la sécurité

Monsieur Jean Marc VISNELDA



Le présent arrêté, à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire l'objet dans un délai de deux mois, à compter de sa notification, de sa publication et /ou de son affichage, d'un recours en contentieux auprès du Tribunal Administratif de Saint-Denis de la Réunion (27, rue Félix Guyon – BP 2024 – 97488 SAINT-DENIS cedex) ou d'un recours gracieux auprès de la commune de la Possession (BP 92 – rue Waldeck Rochet), étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant Outre-Mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le tribunal.

